

La formation continue et la crise : une enquête comparative France/Danemark de la CCIP

62% des salariés danois pensent que la formation continue les protège d'un licenciement contre seulement 18% de français

La CCIP a souhaité réaliser une enquête auprès des salariés français et danois afin de mettre en lumière les perceptions et attitudes des deux populations sur la question de la formation continue en situation de crise économique. Cette enquête a été réalisée avec l'institut Opinionway, du 17 au 22 juin 2009, auprès d'un échantillon représentatif de 964 salariés français et 505 salariés danois, âgés de 25 ans et plus, du secteur privé et des entreprises publiques, à l'exclusion des fonctionnaires, agents de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou hospitalière.

Préambule : quelques résultats sur les salariés français

Si l'on sait que les entreprises françaises sont, en Europe, parmi les plus formatrices (montants investis en regard de la masse salariale), pour autant elles ne proposent pas toutes une grande diversité dans les modes et les types de formation. Ainsi, il apparaît dans l'enquête que 80% des salariés déclarent ne pas avoir la possibilité de suivre une formation diplômante, 70% d'effectuer un bilan de compétence et seuls 15% travaillent dans une entreprise qui dispense des formations en e-learning.

Cette année, 1 salarié français sur 3 a suivi ou suivra une formation qui sera généralement courte (3 jours maximum dans 67% des cas). Dans ce contexte, les salariés français sont assez partagés, moins d'1 sur 2 estime qu'il travaille dans une société qui incite à la formation.

Salariés français et danois : deux approches différentes de la formation continue

L'analyse comparative France/Danemark fait apparaître deux visions de la formation continue :

- pour le salarié danois, la formation est autant au bénéfice de l'entreprise que du salarié et elle permet avant tout d'enrichir son CV et de développer son employabilité. Pour une large majorité d'entre eux (62%), elle les protège d'un licenciement économique, dans la logique de la « flexicurité ».
- pour le salarié français, la formation est, avant tout, au bénéfice de l'entreprise. Même si elle développe également des savoir-faire, des compétences pour son projet professionnel, si elle enrichit un CV, elle ne permet pas, cependant, de changer plus facilement d'entreprise donc de développer son employabilité. Et surtout, ils ne sont que 18% à estimer que la formation les protège d'un licenciement économique.

Les motivations pour demander une formation à son employeur sont donc différentes :

- au Danemark, on se forme principalement pour s'améliorer à son poste et pour **s'adapter aux changements** du marché, afin de conserver son emploi, puis pour parfaire ses connaissances personnelles.
- en France, même si « *acquérir de nouvelles compétences utiles dans votre fonction* » est également l'objectif premier, cela est moins net que chez les Danois, car la formation doit permettre, tout autant, de faire évoluer sa carrière ou encore de changer d'entreprise, de secteur d'activité, voire d'emploi. Il semble ainsi, que les Français aient des attentes plus diversifiées qui se heurtent à une réalité moins favorable qu'au Danemark.

Quantitativement, l'impact de la crise apparaît peu, tant en France qu'au Danemark, puisque pour près de 80% des Français et 75% des Danois, l'offre de formation, en volume, est restée la même. On note, toutefois, un peu plus de réactivité dans les entreprises danoises que dans les entreprises françaises, à la hausse (« plus de formation » 10%/8%) comme à la baisse (« moins de formation » 15%/12%). Lorsqu'il y a eu augmentation, cela a concerné, majoritairement, dans les deux pays, les formations métiers. Toutefois, pour les salariés français, l'influence de la crise semble, quand même, se faire sentir. En effet, pour 38% d'entre eux, il s'agit soit de se réorienter vers des activités plus porteuses, soit d'apprendre à en gérer les effets (gestion des conflits, du stress...).

Pour la plupart des salariés (76% des Français, 73% des Danois), la crise n'a pas modifié leur vision de la formation continue, mais il ne faut pas oublier que l'on partait de deux visions sensiblement différentes. En revanche, leur appréciation de son importance a changé. Pour près de 60% des Danois et seulement 40% des Français, la formation continue est plus nécessaire aujourd'hui. Etant considérée, au Danemark, comme un outil d'adaptation aux évolutions du marché, elle est, fort logiquement, plus indispensable en temps de crise où l'exigence de performance et de réactivité est

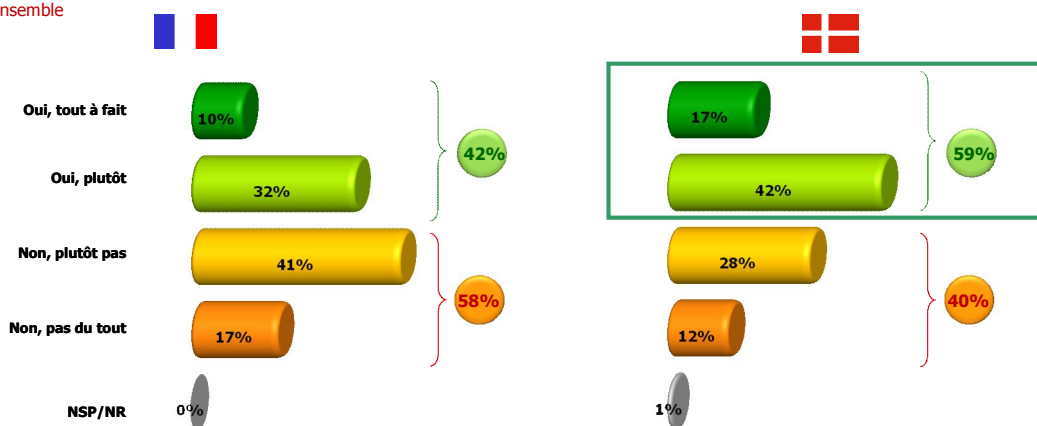
exacerbée. Les Français, par ce qu'ils en ont une vision moins « utilitariste », perçoivent moins nettement son enjeu en pareille conjoncture.

A la question : « la formation continue vous protège-t-elle de la crise ? » Les Danois sont partagés (45% de oui). Peut-être parce que, pour eux, il ne s'agit pas de se protéger mais de « faire avec » la crise. Grâce à la formation, véritable outil d'adaptation aux évolutions du marché mondial permettant la survie de l'entreprise, on préserve les emplois. Rappelons qu'ils sont 62% à penser que la formation les protège d'un licenciement économique. Les Français, quant à eux, affichent leur scepticisme et sont 82% à penser que la formation continue ne les protège pas de la crise. Peut-être considèrent-ils qu'une formation, généralement courte, n'est pas à même de les protéger et qu'elle s'inscrit moins dans une stratégie d'entreprise d'anticipation des effets de la crise.

Enfin, si l'idée que l'on devra exercer plusieurs métiers au cours de sa vie professionnelle est parfaitement intégrée, tant au Danemark qu'en France, pour autant, il ne s'avère pas facile de parler de réorientation au sein des entreprises, particulièrement pour les salariés français. En effet, cela n'est facile que pour seulement 25% d'entre eux, contre 52% des Danois.

Q : La formation continue vous semble-t-elle plus importante aujourd'hui qu'avant la crise ?

Base ensemble

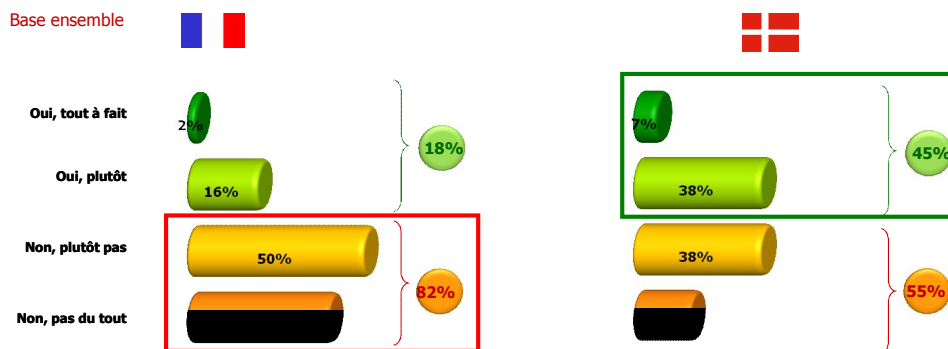


Chambre de commerce et d'industrie de Paris
» OFEM

“opinionway

Q : Et pensez-vous que la formation continue vous protège de la crise ?

Base ensemble



Chambre de commerce et d'industrie de Paris
» OFEM

“opinionway